

ORTAR, Nathalie et ANSTETT, Élisabeth (dir.) (2017) *Jeux de pouvoir dans nos poubelles. Économies morales et politiques du recyclage au tournant du XXI^e siècle*. Paris, Éditions Petra, 226 p. (ISBN 978-2-84743-172-8)

Geneviève Brisson

Volume 63, numéro 179-180, septembre–décembre 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1084238ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1084238ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brisson, G. (2019). Compte rendu de [ORTAR, Nathalie et ANSTETT, Élisabeth (dir.) (2017) *Jeux de pouvoir dans nos poubelles. Économies morales et politiques du recyclage au tournant du XXI^e siècle*. Paris, Éditions Petra, 226 p. (ISBN 978-2-84743-172-8)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 63(179-180), 282–283. <https://doi.org/10.7202/1084238ar>

peut être parasité par des objectifs contraires (p. 38) et il se dégage ainsi un paradoxe entre la dépendance financière des ONG et leur esprit de rigueur (p. 58) entraînant très souvent des décalages entre les politiques du gouvernement et celles des ONG. Par ailleurs, toute tentative d'autonomisation est susceptible d'ouvrir la voie à la dégradation des relations avec l'État (p. 77), comme le montre Maria Nassali dans le contexte ougandais (p. 137-140).

Vers une professionnalisation accrue

En raison de l'ampleur de leurs activités, certaines ONG se sont engagées dans la voie d'une professionnalisation marquée par le recours à l'expertise technique, l'élaboration de stratégies de communication et la technicisation croissante des procédures de gestion. Le bénévolat a fait place au salariat et à de nouveaux métiers (administrateur, communicateur, logisticien, financier, etc.). Face à cet état de fait qui se généralise, la professionnalisation des ONG a produit de nouvelles formes d'inégalités entre le Nord et le Sud, ainsi que le souligne David Dumoulin Kervan pour l'Amérique latine (p. 87). En conséquence, elle a entraîné la spécialisation discriminatoire des ressources humaines et les effets différentiels des recrutements entre experts du Nord et exécutants du Sud. Les inégalités internes sont ainsi criantes et amènent à se questionner sur le discours humanitaire porté par les ONG internationales dans le Sud (p. 126).

Les modalités d'action et les effets induits

L'ouvrage retrace les modalités d'action des ONG marquées par la tendance à la standardisation dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des interventions dans le Sud. L'ONGisation dans le Sud est devenue un canal de diffusion de normes, de procédures managériales et de dispositifs, imposés par les bailleurs de fonds dans les cahiers de charges, en contradiction (ou en confrontation) avec les politiques publiques nationales. L'ONGisation contribue ainsi au retrait de l'État comme prestataire des principaux services publics dans les domaines régaliens, même s'il convient de relever que l'émergence des ONG dans le Sud a largement été favorisée par l'absence ou la fragilité de l'autorité étatique, comme on peut le voir dans les cas de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) (p. 74) et de l'Ouganda (p. 139).

En définitive, l'ouvrage relève l'ambiguïté de la dépolitisation des ONG au regard de la réalité dans le Sud. La question de la dépolitisation porte à s'interroger sur le consensus quant à la définition du paramètre de ce

qui est politique et de ce qui ne l'est pas (p. 140). Pour Maria Nassali (p. 131), aborder la question de la dépolitisation est en soi paradoxal car, en théorie, toute lutte pour la justice sociale est d'abord une lutte politique pour redéfinir les sujets et leurs droits. On note à ce titre que le retrait de la composante « activisme » des fonctions des ONG n'est pas pour autant un gage de dépolitisation, bien qu'un regard optimiste soit porté, dans la contribution de Léon Koungou (p. 151) qui souligne la nécessité de la désoccidentalisation de l'aide internationale, notamment par la décentralisation des financements, la responsabilisation des acteurs locaux et le respect de l'altérité (p. 157-159).

Références

- ENTEN, François et CAMUS, Marie (dir.) (2018) *Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences? Actes du colloque du colloque international et synthèse des ateliers : 11 et 12 septembre – Bordeaux-Pessac*. Nogent-sur-Marne, Éditions du Groupe de recherche et d'échange technologique.
- HOURS, Bernard (1998) *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.
- HOURS, Bernard (2003) Les ONG : outils et contestation de la globalisation. *Journal des anthropologues*, n°s 94-95, p. 13-22.
- SCHLOMS, Michael (2005) Le dilemme inévitable de l'action humanitaire. *Cultures & Conflits*, n°60, p. 85-102.
- SIMÉANT, Johanna et DAUVIN, Pascal (dir.) (2004) *O.N.G. et humanitaire*. Paris, L'Harmattan.

Eric Joël FOFIRI NZOSSIE

Département de géographie
Université de Ngaoundéré
Ngaoundéré (Cameroun)

ORTAR, Nathalie et ANSTETT, Élisabeth (dir.) (2017) *Jeux de pouvoir dans nos poubelles. Économies morales et politiques du recyclage au tournant du XXI^e siècle*. Paris, Éditions Petra, 226 p.

(ISBN 978-2-84743-172-8)

La question du recyclage se pose de manière cruciale, aujourd'hui. Au-delà des aspects techniques, elle convoque le monde du social par ses



dimensions économiques, politiques, éthiques. Elle sert aussi de lien : d'une part, entre les construits du sale et de la pureté, révélés par Mary Douglas, d'autre part, dans la dualité construite par la modernité et fortement étudiée en anthropologie contemporaine, la culture et la nature (dualité exprimée sous le vocable d'environnement, en ce XXI^e siècle). Nous pourrions ajouter que la question permet aussi des allers-retours entre le domestique et le public, le privé et le commun, et même le bien commun. Consacrer une collection scientifique à ces réflexions est tout à fait judicieux, et c'est l'avenue qu'ont choisie les Éditions Pétra. Directrices de la collection *Matières à recycler*, les anthropologues Nathalie Ortar et Elisabeth Anstett codirigent aussi avec intelligence cet ouvrage collectif faisant suite à un atelier mené en 2015 à l'École des hautes études de sciences sociales (EHES) autour des travaux de la sociologue australienne Gay Hawkins.

C'est d'ailleurs cette chercheuse de la Western Sydney University qui rédige le premier chapitre et donne le ton à l'ouvrage en proposant de considérer les déchets comme un matériau «qui force la pensée», qui force à penser. L'ensemble du livre ne dément pas ce mot d'ordre et s'intéresse aux discours et aux pratiques du recyclage, plus précisément aux moments où le recyclage devient moralisé, voire moralisateur. Quels sont les systèmes de valeurs qui sous-tendent l'appréciation des gestes de recyclage ou l'opprobre face aux pratiques jugées non conformes ?

Dix chapitres issus d'approches disciplinaires variées mèneront donc à comprendre les jeux de pouvoir derrière les objets laissés pour compte et ceux récupérés, réparés, conservés, redéfinis. Géographes (Romain Garcier, Jean-Baptiste Bahers) ; anthropologues (Stavroula Pipyrou, Mariano Perelman, Fanny Pacreau, Linda Gonzalez-Lafaysse, Sebastian Carenzo) ; sociologues (Gay Hawkins, Denis Blot) ; historienne de l'art (Deborah Laks) ; et philosophes des sciences (Fanny Verrax) se penchent sur une étendue de sujets insoupçonnés pour qui ne connaît pas ce champ d'études. Sont ainsi abordées des politiques publiques locales ou nationales telles l'interdiction de récipients en polystyrène à New York ou des opérations de nettoyage en nature. La notion de responsabilité élargie du producteur est examinée dans deux chapitres tandis que plusieurs textes font état de controverses sociales, par exemple autour de normes ou entre recycleurs formels et informels. Certains auteurs montrent à voir des expérimentations technoscientifiques (par exemple, l'usage de bouteilles de plastique pour

recycler des eaux usées). Plusieurs se penchent sur la gestion des déchets, dont l'incontournable déchetterie et les circuits de recyclage. Une place importante est également réservée à l'analyse de réseaux privés comme le transfert des vêtements de seconde main. Les acteurs du déchet sont aussi présentés : ceux se constituant comme corps de métier (éboueurs, rétameurs, chiffonniers et, maintenant, des multinationales), et ceux du quotidien, les citoyens auxquels on a conféré un rôle et une «écoresponsabilité» pouvant mener à des dictatures et à des paradoxes, comme le fait de privilégier les produits recyclables à ceux d'écoconception. Ces chapitres soulèvent aussi le grand paradoxe entre la valorisation du recyclage domestique et la mise à l'écart social qui se perpétue au sujet des professionnels du déchet.

Sans être sous un format unique, l'écriture de chacun des chapitres permet de passer avec fluidité d'un univers à l'autre car, chaque fois, est abordé une activité de recyclage distincte où sont déconstruits les cadres normatifs derrière les pratiques, mettant au jour représentations sociales, motivations, principes et idéologies. Le plus souvent, ces chapitres seront donc ancrés dans de solides démarches d'enquête de terrain menées en Europe et aux États-Unis, donnant à voir des pratiques, puis les logiques économiques et morales face aux matériaux.

Au final, et comme le souhaitent les deux auteures dans leur introduction, cet ouvrage donne à voir la vitalité et la richesse des études scientifiques autour du banal, du «discarté», du rebus et du rejet, ainsi que la capacité de ces objets à parler de notre société, de ses valeurs, de ses pouvoirs et de ses enjeux. L'ensemble du volume révèle la pertinence des *discard studies* anglo-saxonnes et des nombreux travaux francophones et hispanophones sur la question.

Geneviève BRISSON

Département sociétés, territoires et développement
Université du Québec à Rimouski
Rimouski (Canada)